

BulletinFrancoPaix

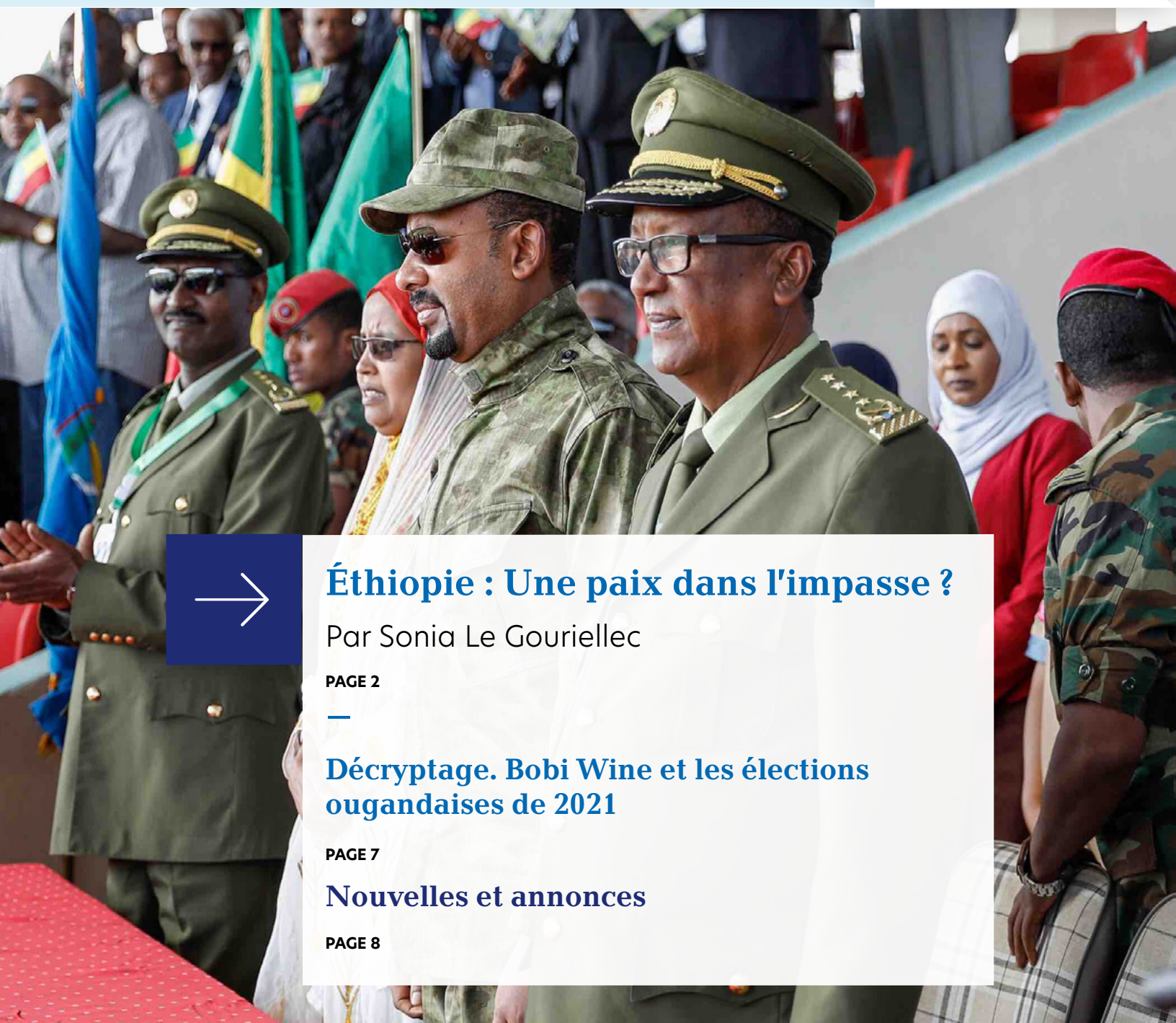
UQÀM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

Vol. 5, n° 10

DÉCEMBRE 2020



Éthiopie : Une paix dans l'impasse ?

Par Sonia Le Gouriellec

PAGE 2

Décryptage. Bobi Wine et les élections ougandaises de 2021

PAGE 7

Nouvelles et annonces

PAGE 8

Éthiopie : Une paix dans l'impasse ?

Par Sonia Le Gouriellec

Sonia Le Gouriellec

Maîtresse de conférences à
l'Université catholique de Lille
(Faculté de droit/C3RD)

sonia.legouriellec@univ-catholille.fr



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a reçu en 2019 le prix Nobel de la paix. En novembre 2020, il est apparu à la télévision en tenue martiale afin d'annoncer le lancement d'une attaque militaire punitive contre l'une des régions de son pays, le Tigray.

Pour comprendre ce conflit entre le Tigray People's Liberation Front (TPLF) et le pouvoir central éthiopien, il faut s'intéresser aux racines profondes du conflit. Est-ce la crise de l'État qui a mené à cette situation ou ce sont les différentes demandes d'autodétermination des régions qui ont conduit à la crise de l'État éthiopien ?

Dans ce bras de fer, le premier ministre avait deux options devant lui : dialoguer et reconnaître le gouvernement du Tigray comme entité autonome et égale tout en créant un précédent qu'auraient pu faire valoir d'autres régions, ou rétablir par la force la loi et l'ordre fédéral au risque d'en payer un coûteux prix politique.

Aujourd'hui, c'est l'ordre constitutionnel et l'avenir de l'Éthiopie en tant qu'État qui sont en train de se jouer, avec un pouvoir central historiquement contesté par des forces centrifuges.

Depuis 2018, Abiy Ahmed a initié des réformes importantes et à très grande vitesse dans le secteur économique, mais a aussi libéralisé en partie le champ politique. Il a dissous la coalition au pouvoir et créé le Parti de la prospérité que le TPLF n'a pas intégré.

On a longtemps pensé que le fédéralisme était une solution en Éthiopie et que les conflits prenaient racine dans des problématiques d'intégration plutôt que dans des volontés de sécession.

La force n'est pas une solution durable face aux défis que doit relever l'Éthiopie. Les risques sont grands et l'unité semble aujourd'hui une chimère. C'est aux Éthiopiens de redéfinir leur mode de vie ensemble. L'instauration d'un dialogue national est essentielle.



Le premier ministre de l'Éthiopie, Abiy Ahmed, avec des commandants militaires, en février 2019.

À Oslo, en 2019, le premier ministre éthiopien Abiy Ahmed posait devant les photographes lors de la cérémonie de réception du Nobel de la paix. Ce prix venait couronner ses efforts pour mettre un terme à la guerre froide qui opposait son pays à l'Érythrée, depuis près de vingt ans. Qui aurait alors prédit qu'un an plus tard, en novembre 2020, il allait apparaître à la télévision en tenue plus martiale et annoncer le lancement d'une attaque militaire punitive contre l'une des régions de son pays, abandonnant ainsi toute possibilité de dialogue ?

L'aura internationale du premier ministre a été écornée par le conflit en cours. Ce n'est peut-être que l'arbre qui a su cacher un temps la forêt. Le conflit qui oppose le pouvoir central à une région sécessionniste de fait¹ - puisqu'elle refuse la légitimité du pouvoir central et qu'à la veille du conflit les relations entre les deux parties étaient rompues - est révélateur de l'ensemble des faiblesses institutionnelles de l'Éthiopie. Au-delà des analyses sur « un prix Nobel de la paix qui part en guerre », il faut s'intéresser aux racines profondes du conflit et se demander si c'est la crise de l'État qui a mené à cette situation ou si ce sont les différentes demandes d'autodétermination des régions qui ont conduit à la crise de l'État éthiopien. Dans ce bras de fer avec le Tigray, le premier ministre avait deux options devant lui : dialoguer et reconnaître le gouvernement du Tigray comme entité autonome et égale tout en créant un précédent qu'auraient pu faire valoir d'autres régions, ou rétablir par la force la loi et l'ordre fédéral au risque d'en payer un coûteux prix politique. La deuxième option a été retenue, mais cette escalade militaire fait craindre pour l'existence même de l'État éthiopien. Le conflit en effet trouve ses racines dans l'histoire constitutionnelle du pays, et il pourrait dessiner les contours de son avenir proche, voire de son destin.

Un pouvoir central historiquement contesté par des forces centrifuges

Depuis le 4 novembre 2020, une guerre civile fait rage entre le Tigray People's Liberation Front (TPLF) et le pouvoir central éthiopien, bien que, pour caractériser l'affrontement, le gouvernement préfère parler d'intervention de « maintien de l'ordre » ou d'« opération » pour renforcer les règles de droit à l'intérieur de l'État du Tigray et « rétablir l'ordre constitutionnel, la liberté, l'unité et la démocratie ». L'escalade militaire est le résultat de tensions politiques entre les deux parties depuis la nomination du premier ministre Abiy à la tête de l'État, en avril 2018. Le dialogue politique a ensuite été rompu lorsque les dirigeants du TPLF ont voulu défier le pouvoir fédéral en menant leurs propres élections régionales - celles-ci ont eu lieu en septembre 2020 même si le pouvoir central les avait déjà reportées en raison de la crise sanitaire - puis en refusant la légitimité du pouvoir central ainsi que les fonctionnaires le représentant. Mais la crise n'a pas pour autant émergé avec l'arrivée au pouvoir d'un non Tigréen. Elle couvait depuis fort longtemps. Une vieille opposition idéologique a simplement eu l'occasion de ressurgir à ce moment-là.

En 1974, lorsque Mengistu renversa le pouvoir impérial d'Hailé Sélassié, un conflit civil faisait déjà rage entre le pouvoir autoritaire de Mengistu, et les provinces du pays. Une coalition menée par le Tigray, et son emblématique leader Meles Zenawi, parvint ensuite à faire tomber le régime en 1991 et à prendre le pouvoir. Ce conflit a marqué la mémoire collective du Tigray et cette période est aujourd'hui qualifiée de

« Terreur rouge ». La priorité du nouveau pouvoir en place au début des années 1990 était de démocratiser le pays et de le sortir de la pauvreté. Néanmoins, des dissensions internes au sein du parti au pouvoir après la guerre contre l'Érythrée (1998-2000) ont relégué la démocratie au second plan. À partir de 2001, Meles Zenawi se lança dans un projet de « développementalisme démocratique », soit un État interventionniste permettant le développement global et rapide du pays. Un plan quinquennal, le Growth and Transformation Plan (GTP), est adopté en 2010 ; il sera suivi d'un second en 2015. Tout opposant à ces plans était donc considéré comme un ennemi d'État. Ceux-ci s'ajoutaient aux dissidents internes au parti depuis 2001, ainsi qu'aux opposants lors des élections de 2005 réprimées dans le sang, déjà considérés comme des « ennemis de l'État ». Les dissensions internes existaient donc déjà dans l'Éthiopie de Meles. Le TPLF dominait la coalition au pouvoir, dans un contexte d'absence de démocratie, mais aussi d'absence de croissance inclusive.

En août 2012, le premier ministre charismatique, au pouvoir depuis la chute de Mengistu, Meles Zenawi, s'éteint. Une transition s'ouvre dans l'inquiétude générale, car le pays n'a jamais connu de passation de pouvoir pacifique. Et pourtant, la situation reste stable. « Le roi est mort, vive le roi », écrivait alors le chercheur Jean-Nicolas Bach². Meles n'était plus de ce monde, mais le TPLF gouvernait toujours. La transition se fait sans grandes difficultés apparentes. Le vice-premier ministre, Hailémariam Dessalegn, succède à Meles. Son profil en soi pouvait déjà surprendre : jeune, protestant et provenant d'une ethnie minoritaire du Sud (donc ni Tigréen ni issu du TPLF). Il s'engage dans la poursuite de l'œuvre de Meles mais ne convainc pas. Les manifestations populaires des Oromo et des Amhara, qui représenteraient 60 % des 110 millions d'Éthiopiens, se multiplient à cette

”

« Il faut s'intéresser aux racines profondes du conflit et se demander si c'est la crise de l'État qui a mené à cette situation ou si ce sont les différentes demandes d'autodétermination des régions qui ont conduit à la crise de l'État éthiopien. »

période contre le pouvoir en place qui reste dominé par les Tigréens. Elles sont suivies d'une terrible répression et se traduisent par des milliers d'arrestations. La transition devient de plus en plus violente.

Après la démission inattendue, le 15 février 2018, de Hailemariam Desalegn, la coalition au pouvoir nomme alors un nouveau premier ministre. Abiy Ahmed est Oromo. Bien qu'issu des cercles du pouvoir, il suscite beaucoup d'espoir. Il affirme que pour lui l'Éthiopie sort de « 27 ans d'obscurité » et que le temps où les Tigréens dominaient la politique, l'armée et l'économie est terminé. Il affiche ainsi vouloir mettre un terme à l'*abyotawi dimokkrassi* c'est-à-dire à la doctrine du parti au pouvoir depuis 1991, héritée de la lutte des années 1970-1980, contre le régime du Derg de Mengistu. Cette doctrine avait pour essence la légitimation d'une structure politique et économique induisant coûte que coûte le maintien d'un certain autoritarisme. Abiy Ahmed va s'attacher également à libéraliser des pans entiers de l'économie. La vitesse de ces réformes a de quoi étonner plus d'un observateur. Ces changements brutaux et sans effusion de sang rappelaient à tous les grandes transformations des années 1970, qui ont suivi le coup d'État et la chute de l'empereur Hailé Sélassié, avant que la révolution ne se fossilise. Le premier ministre libéralise également le champ politique avec la dissolution de la coalition au pouvoir et crée un nouveau parti : le Parti de la prospérité que le TPLF n'intègre pas. Ces réformes ont beaucoup de succès, bien que ses détracteurs y voient plus le démantèlement de ce qui existait au préalable que la construction à proprement parler d'un nouveau modèle. Abiy Ahmed opère un rapprochement avec l'Érythrée, ce qui lui vaut le prix Nobel de la

paix en 2019. Mais les dirigeants du TPLF n'entendent pas pour autant se laisser marginaliser.

Comme en rendaient compte alors les chercheurs Jean-Nicolas Bach et Jeanne Aisserge³, malgré toutes ces réformes, il était encore trop tôt pour évoquer concrètement une démocratisation du pays, tout du moins pouvait-on observer « une décompression autoritaire ». Abiy a joué un jeu risqué. Sans légitimité électorale, il a tenté de préparer les élections de 2020 en renversant le jeu politique, notamment en libérant des prisonniers politiques et en donnant plus de place aux partis de l'opposition. Cette reconfiguration du jeu politique a provoqué aussitôt l'hostilité d'une partie de l'oligarchie au pouvoir, dont les Tigréens du TPLF. Il n'est pas parvenu à apaiser les tensions, bien au contraire. Il les a attisées puisqu'on a observé depuis lors une montée des nationalismes jusque-là contenus et canalisés par un pouvoir central autoritaire. L'apogée de cette instabilité a été atteint en novembre 2020, avec le lancement de l'attaque militaire punitive du pouvoir central contre la région dissidente du Tigré, au nord du pays. Aujourd'hui, c'est l'ordre constitutionnel et l'avenir de l'Éthiopie en tant qu'État qui sont en train de se jouer. La guerre contre le TPLF est une partie - mais une partie seulement - d'une crise qui se trouve être multidimensionnelle.

Une crise constitutionnelle

Au début des années 1990, lors de la prise de pouvoir par la coalition dirigée par les

Tigréens, une constitution instituant le fédéralisme ethnique a été mise en place en Éthiopie. Elle représentait alors un tournant jugé « radical et pionnier »⁴. Ce texte est devenu un véritable mythe fondateur pour le régime. Le système autorise les « nations et nationalités » (le terme « ethnie » ne figure pas tel quel) à *administrer leurs propres régions*. La Constitution reconnaît ainsi à ces nations et nationalités le droit à l'autodétermination allant jusqu'à la sécession (art 39). Le paradoxe est que les régions qui critiquaient la domination tigréenne sur les affaires de l'État sont les mêmes à défendre l'ethnofédéralisme mis en place par les Tigréens, voire à le mobiliser. Ainsi, les Oromo se sont rapidement désolidarisés de leur premier ministre oromo estimant qu'il n'allait pas suffisamment loin dans les réformes entreprises.

Le paysage politique voit s'affronter les unionistes, les ethnofédéralistes et les fédéralistes. Chacun a une lecture différente de la Constitution de 1994. Le premier ministre défend une lecture unioniste du système. Sa philosophie « Medemer » (un mot amharique qui se traduit littéralement par « addition » ou « rassemblement ») renvoie à une telle lecture. Il promeut une vision unitaire qui s'est traduite par la dissolution de plusieurs partis ethniques, ainsi que celle de la coalition alors au pouvoir. Cette velléité d'unification a conduit à la création du Parti de la prospérité, que les élites du Tigray ont refusé d'intégrer, ce qui a créé des frustrations dans la plupart des autres régions, même en région oromo. Cette approche est critiquée par rapport au fédéralisme et dénonce l'instrumentalisation des identités ethniques. Une partie de l'élite politique - essentiellement amhara - s'y rattache et souhaite abolir le système fédéral au profit d'un système unitaire. Ironie de



Vue de la ville d'Adigrat dans la région du Tigray.



« Quand les ethnies sont institutionnalisées par l'État, comme dans notre cas d'étude, elles sont plus visibles et plus facilement mobilisables par des entreprises identitaires. »

l'histoire, en défendant cette lecture, Abiy se rapproche de celle de son voisin érythréen. En effet, au moment de son indépendance, l'Érythrée a développé un système en opposition totale avec celui défendu par Meles Zenawi en Éthiopie : construction d'un État jacobin, monopartisme, instauration du libéralisme économique pour l'Érythrée. Alors que l'Éthiopie misait sur un fédéralisme ethnique et une décentralisation avec une économie laissant une large place à la tutelle étatique. Cette lecture unitaire s'oppose à celle des ethnofédéralistes dont les Tigréens sont les initiateurs. Ils tiennent des discours nationalistes et prêchent pour une autonomie régionale forte, voire la sécession pour les plus radicaux. Ils ont une vision d'une « politique à somme nulle ». Enfin, les fédéralistes, plus modérés et moins visibles actuellement, développent une vision d'un fédéralisme multinational qui soit respectueux de la diversité ethnique du pays. Aux facteurs idéologiques, s'ajoutent ainsi des facteurs identitaires et économiques.

On a longtemps pensé que le fédéralisme était une solution en Éthiopie et que les conflits prenaient racine dans des problématiques d'intégration plutôt que dans des volontés de sécession. Ainsi, le fédéralisme ethnique mis en place en 1994 institutionnalise l'ethnicité comme forme de mobilisation plus qu'il ne l'engendre⁵. L'ethnicité est un répertoire de mobilisation ou la manifestation d'un conflit, plus que l'un de ses facteurs⁶. Or, quand les ethnies sont institutionnalisées par l'État, comme dans notre cas d'étude, elles sont plus visibles et plus facilement mobilisables par des entreprises identitaires. Le risque est alors triple : que l'identité ethnique puisse être mobilisée à des fins politiques, pour prendre le pouvoir politique et capter des ressources, notamment dans un contexte néopatrimonial et clientéliste ; que des inégalités sociales entre groupes ethniques génèrent des frustrations ; enfin qu'il soit impossible pour certains groupes d'accéder au pouvoir et donc aux ressources afférentes (emplois, etc). Quand ces groupes sont marginalisés, le gouvernement perd sa capacité à gouverner

ces communautés et celle d'assurer la paix sociale. Philipp Roessler a montré que lorsque des dirigeants choisissent d'exclure du pouvoir certains réseaux concurrents afin de s'assurer la loyauté des autres, les réseaux exclus refusent de reconnaître la légitimité du gouvernement qui perd alors toute capacité d'assurer la paix sociale au sein de l'ensemble de la communauté nationale et court le risque d'une guerre civile⁷.

Ce sont donc tous ces ingrédients que l'on retrouve dans la crise éthiopienne. Les nationalismes étaient contenus et canalisés jusqu'aux élections contestées de 2005, et un processus similaire a eu lieu lors de la transition politique qui a suivi le décès de Meles en 2012. Les contestations de 2015 sont des revendications des différents groupes ethniques estimant ne pas bénéficier des retombées de la croissance économique et ne pas être suffisamment représentés au sein du pouvoir central. L'accession au pouvoir d'un Oromo, en 2018, n'a pas mis un terme à ces contestations.

Conclusion

La crise actuelle est ainsi le résultat d'une tragédie en cinq actes : l'effondrement d'un pouvoir fort qui était parvenu à maintenir la stabilité au prix d'un autoritarisme revendiqué (2005-2012) ; l'accentuation de clivages ethnoreligieux sur fond de compétition entre les élites pour les ressources (2012-2018) ; une libéralisation économique et politique non négociée (2018) ; la fin de la coalition au pouvoir et la marginalisation des élites tigréennes (2018-2020) ; le report des élections nationales (2020).

Depuis novembre 2020, la crise que traverse l'Éthiopie se définit comme « un conflit armé entre le gouvernement d'un État souverain et un ou plusieurs groupes organisés capables d'une résistance substantielle contre l'État »⁸.

La crainte des observateurs est de voir une implication des acteurs régionaux, une montée du sentiment (jusqu'alors minoritaire) sécessionniste au Tigray, ou encore l'aggravation des conflits communautaires dans les autres régions.

Le « Medemer », développé par Abiy à son arrivée au pouvoir, semble s'éloigner et a laissé place à la division. Comment diriger des populations contre leur volonté ? Aucune des parties ne semble disposée à faire des compromis. Comment résoudre la question nationale ? Les contestations se poursuivent dans la région oromo. La région amhara est également instable depuis l'assassinat de son dirigeant, en juin 2019. Les pratiques répressives, supposément abandonnées par le pouvoir central, sont de retour et les assassinats politiques se multiplient depuis plusieurs mois.

Le modèle d'inclusion ethnique et de cohésion nationale peut-il encore réconcilier l'Éthiopie ? L'ethnofédéralisme peut-il encore fonctionner face aux divisions nationales ? La Constitution doit-elle ou peut-elle être révisée compte tenu de la relative légitimité des représentants actuels en l'absence d'élections ? Quand les élections pourront-elles avoir lieu dans un contexte aussi conflictuel ?

La force n'est pas une solution durable face aux défis que doit relever l'Éthiopie. Les risques sont grands et l'unité semble aujourd'hui une chimère. C'est aux Éthiopiens de redéfinir leur mode de vie ensemble. L'instauration d'un dialogue national est essentielle pour que les différentes communautés puissent discuter entre elles de leurs lectures du fédéralisme, des pouvoirs constitutionnels et des réformes à engager, si cela s'avère nécessaire. Les Éthiopiens sont toujours parvenus à trouver des solutions et à surprendre les observateurs. Plus que jamais ces changements doivent être attendus ou tout du moins espérés.

¹ La sécession n'est pas, pour le moment, l'objet du combat du Tigray People's Liberation Front (TPLF) qui vise plus un changement de régime à Addis Abeba que la sécession. Néanmoins, juste avant le conflit, les tensions se sont exacerbées lorsque le Conseil de la fédération de l'Éthiopie a décidé de suspendre le budget alloué au gouvernement de l'État du Tigray et de contourner le gouvernement de l'État-région. De son côté, le gouvernement du Tigray a fait part de son intention de conserver pour lui les impôts fédéraux perçus dans l'État-région. Lorsque qu'Abiy a annoncé la prise de la capitale du Tigray, Debretsion Gebremichael, président du Tigray, également à la tête du TPLF a appelé à poursuivre le combat contre les « envahisseurs ».

² Jean-Nicolas Bach, « 'Le roi est mort, vive le roi' : Meles Zenawi règne, mais ne gouverne plus », *Politique africaine*, vol. 128, no. 4, 2012, pp. 143-158.

³ Jeanne Aisserie, et Jean-Nicolas Bach, *L'Éthiopie d'Abiy Ahmed Ali : une décompression autoritaire*, Observatoire de l'Afrique de l'Est (CEDEJ Khartoum-Sciences Po CERI), novembre 2018.

⁴ David Turton, « Introduction », in David Turton (dir.), *Ethnic Federalism, The Ethiopian Experience in Comparative Perspective*, Eastern African Studies, Addis Ababa University Press, Addis Ababa, James Currey, Oxford, 2006.

⁵ Jean Nicolas Bach, *Centre, périphérie, conflit et formation de l'état depuis Ménélik II : les crises de et dans l'État éthiopien (XIXème-XXIème siècle)*, sous la direction de Dominique DARBON. Soutenue le 24 octobre 2011 à Sciences Po Bordeaux, Laboratoire « Les Afriques dans le Monde » (UMR du CNRS), p.133.

⁶ John Markakis, « The Horn of Conflict », *Review of African Political Economy*, n° 97, 2003, p. 359-362.

⁷ Philip Roessler, *Ethnic Politics and State Power in Africa*, Cambridge, Cambridge University Press, 2016.

⁸ Sambanis, Nicholas. 2004. « What Is Civil War? Conceptual and Empirical Complexities of an Operational Definition ». *Journal of Conflict Resolution*, 48(6): 814-858.

Bobi Wine et les élections ougandaises de 2021

Par Mathilde Grandgonnet

Mathilde Grandgonnet

Étudiante au doctorat

École de développement international et mondialisation

Université d'Ottawa

mgran100@uottawa.ca

L'Ouganda est actuellement le théâtre d'une campagne électorale se déroulant sur fond d'autoritarisme et de coronavirus. Le 18 novembre 2020, les émeutes qui ont éclaté à Kampala ont fait au moins 37 morts et plus de 40 blessés, selon le bilan de la police. Ces émeutes ont eu lieu suite à l'arrestation de Bobi Wine, le principal opposant au président actuel, Yoweri Katuga Museveni. Ce dernier dirige le pays depuis sa prise du pouvoir en 1986. Des élections générales (présidentielles et législatives) auront lieu en février 2021.

Bobi Wine, de son vrai nom Robert Kyagulanyi Ssentamu, est entré en politique de façon progressive, utilisant sa notoriété de chanteur pour se faire connaître, puis élire comme député indépendant du district de Wakiso (dans le nord du pays). En 2018 et 2019, il est plusieurs fois arrêté par la police, accusé de possession d'armes à feu et d'incitation à la violence, puis

de trahison. À chaque fois, sa libération a été permise par la mobilisation grandissante dans les médias et au Parlement où un nombre croissant d'élus dénoncent l'utilisation de la torture contre l'opposition. Cette couverture médiatique permet à Bobi Wine de diffuser ses idées et de s'imposer comme un réel opposant au National Resistance Movement (le parti créé et dirigé par Museveni). Bobi Wine peut aujourd'hui compter sur deux forces politiques différentes : sur le parti politique d'opposition National Unity Platform dont il est le candidat désigné pour les élections, mais surtout sur le mouvement social qu'il a initié, le People Power, Our Power (auss appelé People Power Movement). Au-delà du traitement médiatique dont bénéficie Wine, il est avant tout la voix d'une certaine partie de la population, qui le surnomme « le président du ghetto » en référence à sa musique et ses textes qui portent le message d'une jeunesse qui n'a connu que la présidence de Museveni. Celle-ci aspire à un changement de régime politique et à une amélioration de sa qualité de vie.

Ainsi, le groupe d'opposition People Power, Our Power dont Wine est le leader, se présente comme un groupe de pression sur les questions de droits de la personne, de corruption, et de transformation juridique. Il a été créé dès le lendemain des élections de 2016 en réaction à un amendement permettant à Museveni de dépasser le nombre limite de mandats présidentiels. Il n'est donc pas affilié au National Unity Platform, mais veut

se construire comme la principale alternative politique. Le mouvement cherche à dépasser les affiliations politiques et identitaires pour unir les jeunes ougandais autour du thème de la lutte anticorruption, perçu par certains comme populiste. Il peut être ainsi vu comme une expression citoyenne critique de l'autoritarisme du régime ougandais.

En revanche, l'absence de structure organisationnelle et de buts politiques clairement énoncés place aujourd'hui ce mouvement dans une dynamique de contestation « proto-politique » : il s'agit plus, pour l'instant, d'une expression de défiance vis-à-vis du jeu politique qui s'exprime dans des explosions de violence sporadiques, que d'un investissement du jeu politique par une nouvelle partie de la population ougandaise.

Les élections de 2021 seront, plus que probablement, troublées. La population qui n'a pas connu le pays sans Museveni exprime des demandes d'ouverture du jeu politique et de renforcement des dispositions démocratiques préservant les libertés individuelles, contre un régime qui tend à violemment durcir son emprise autoritaire. Ces revendications sont renforcées par le climat sanitaire. Les mesures mises en place pour lutter contre la pandémie sont souvent perçues comme des leviers utilisés par le gouvernement pour limiter les possibilités de faire campagne pour les candidats de l'opposition, et principalement Bobi Wine.

NOUVELLES ET ANNONCES

→ Bruno Charbonneau

participe le 10 décembre au colloque annuel du Réseau d'analyse stratégique intitulé « [L'ordre international fracturé : Conséquences pour la défense du Canada](#) ».

→ Marie-Eve Desrosiers

a organisé le 27 novembre un atelier sur « Les mobilisations politiques au Burkina Faso », dans le cadre de la Chaire de recherche en francophonie internationale sur les aspirations et mouvements politiques en Afrique francophone.

→ Maxime Ricard

Maxime Ricard soutiendra sa thèse de doctorat en science politique mercredi 9 décembre à 9h. Intitulée « Faire de "l'ordre" : La fabrique sociopolitique de la pluralisation de l'activité policière en Côte d'Ivoire », cette thèse est co-dirigée par Charles-Philippe David et Bruno Charbonneau.

[Plus d'informations sur cette soutenance en ligne.](#)

→ Dan Eizenga

a co-publié « [The Puzzle of JNIM and Militant Islamist Groups in the Sahel](#) » pour l'Africa Center for Strategic Studies.

→ Yvan Conoir

a co-publié « [Entre menaces et opportunités : la réponse canadienne face à la Covid-19](#) » dans le dernier numéro d'*Alternatives Humanitaires*.



Patrouille de la MINUSMA au centre du Mali.

ÉQUIPE ÉDITORIALE

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

CO-RÉDACTEUR EN CHEF

Maxime Ricard

Coordonnateur du Centre FrancoPaix

Candidat au doctorat, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Yvana Michelant-Pauthex

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Marie-Ève Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Mulry Mondélice

Professeur adjoint, Collège militaire royal de Saint-Jean

Marina Sharpe

Professeure adjointe, Collège militaire royal de Saint-Jean

CRÉDITS PHOTO

Couverture : [Office of the Prime Minister, Ethiopia / Wikipédia](#)

Page 2 : [Office of the Prime Minister, Ethiopia / Wikipédia](#)

Page 4 : [Bernard Gagnon / Wikipédia](#)

Page 7 : [Gabriel White / Flickr](#)

Page 8 : [MINUSMA / Gema Cortes / Flickr](#)

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : [@CFrancopaix](https://twitter.com/CFrancopaix) et [@RDandurand](https://twitter.com/RDandurand)

PARTENAIRE

